

Aide-mémoire législatif

Août 2014 - Planning Familial

Introduction	5
---------------------------	---

I. AVORTEMENT	7
----------------------------	---

Textes généraux

• Loi n°75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse (Loi Veil)	9
• Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979 relative à l'interruption volontaire de la grossesse (Loi Pelletier).....	13
• Loi n°2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (Loi Aubry)	15

Application de la loi

• Circulaire DGS/DHOS n° 2001-467 du 28 septembre 2001 relative à la mise en oeuvre des dispositions de la loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception.....	26
• Arrêté du 1 ^{er} février 2002 relatif à la création et à la composition du Groupe national d'appui aux centres d'interruption de grossesse (texte non paru au JO)	30
• Décret n° 2002-797 du 3 mai 2002 relatif à la pratique des interruptions volontaires de grossesse dans les établissements de santé / <i>Décret abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003, à l'exception de l'article 2</i>	31
• Décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique qui abroge : le décret n° 80-632 du 5 août 80, le décret n° 02-796 du 3 mai 02, le décret n° 02-797 du 3 mai 02	31
• Circulaire DGS/SD 6D/DHOS n° 2003-356 du 16 juillet 03 relative à la mise en oeuvre des recommandations du groupe national d'appui à l'application de la loi du 4 juillet 01 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	35
• Ordonnance n° 2003-850 du 4 sept 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation	38
• Circulaire DGS/SD 6 D n° 2003-631 du 30 décembre 2003 relative aux modalités d'application et au suivi de dispositifs mis en oeuvre par la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception.....	39
• La loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de Santé Publique fixe dans le domaine de la contraception et de l'IVG des objectifs quantifiés susceptibles d'être atteints dans les cinq prochaines années	41
• Circulaire DGS/6D/DHOS/01 n°2005-290 du 22 juin 2005 relative à la prise en charge des IVG dans les établissements de santé et en médecine de ville pendant la période d'été	42
• Circulaire DHOS/DGS/O1/SD6D n°2006-312 du 19 juillet 2006 relative à la prise en charge des IVG pendant la période d'été. Complémentarité de l'offre en établissements de santé et en médecine de ville. Coordination des différents acteurs.....	44
• Circulaire DHOS/O1/DGS/MC1 n°2007-270 du 5 juillet 2007 relative à la prise en charge des IVG pendant la période d'été. Complémentarité de l'offre en établissements de santé et en médecine de ville. Coordination des différents acteurs.....	53
• Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, art. 24, supprime la mention « situation de détresse ».....	59

Tarifs et remboursement

• Extraits du code de la sécurité sociale (partie législative).....	60
• Loi ordinaire n°82-1172 du 31/12/82 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure / <i>Texte partiellement abrogé et incorporé dans le code de la sécurité sociale : art.4 et 5</i>	61
• Arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse.....	62
• Circulaire n°134/2004 du 15/11/2004 relative aux prix limites des soins, des forfaits et de la surveillance afférents aux IVG en établissements de santé fixés par l'arrêté du 23 juillet 2004.....	64
• Arrêté du 4 août 09 modifiant l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse.....	66
• Circulaire CIR 33/2009 du 22 septembre 2009 relative aux prix limites des soins, forfaits et de la surveillance afférents aux IVG dans les établissements de santé	67
• Circulaire DHOS/F4 n°2009-319 du 19 octobre 2009 relative aux règles de facturation des soins dispensés dans les établissements de santé.....	69
• Décret n° 2013-248 du 25 mars 2013 relatif à la participation des assurés prévue à l'article L. 322-3 du code de la sécurité sociale pour les frais liés à une interruption volontaire de grossesse et à l'acquisition de contraceptifs par les mineures.....	75

Avortement pour motif médical

- Extraits du code de la santé publique (partie législative)76
- Décret n°2002-778 du 3 mai 2002 relatif à l'interruption de grossesse pour motif médical pris pour application de l'article L. 2213-3 du code de la santé publique77

Avortement médicamenteux & avortement médicamenteux hors établissement de santé

- Le décret n° 2002-796 du 3 mai 2002 fixant les conditions de réalisation des interruptions volontaires de grossesse hors établissement de santé et modifiant le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur, à l'exception de ses articles 2 et 5 / Décret abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003.....80
- Arrêté du 1er juillet 2004 abrogeant l'arrêté du 10 septembre 1992 relatif à la détention, la distribution, la dispensation et l'administration de la spécialité MIFEGYNE 200 mg, comprimés80
- Extraits du code de la santé publique (partie réglementaire), art. R.2212-9 à R.2212-19, modifiés par le décret n°2004-636 du 1^{er} juillet 200482
- Circulaire DGS/DHOS/DSS/DREES n° 2004-569 du 26 novembre 2004 relative à l'amélioration des conditions de réalisation des interruptions volontaires de grossesse : pratique des IVG en ville et en établissement de santé.....84
- Circulaire DHOS/E2/DGS/SD3A n°2005-501 du 9 novembre 2005 relative aux médicaments utilisés dans l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse.....96
- Décret n°2009-516 du 6 mai 2009 relatif aux interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse.....97
- Circulaire DGS/MC1/DHOS/O1 n°09-304 du 6 oct 09 relative à la pratique des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse dans les centres de planification ou d'éducation familiale et les centres de santé. Prévention des grossesses non désirées.....101

Avortement des femmes mineures

- Décret n° 2002-799 du 3 mai 2002 relatif à la prise en charge anonyme et gratuite des IVG pratiquées sur des mineures sans consentement parental.....114
- Circulaire CNAM-49/2003 du 24 mars 2003 relative aux modalités de prise en charge des IVG des mineures sans consentement parental. Préservation de l'anonymat dans les circuits de prise en charge et d'échange.....115
- Instruction DGS/MC1/DGOS/R3 no 2010-377 du 21 octobre 2010 relative à l'amélioration de la prévention des grossesses non désirées et à la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse (IVG). – Accès des personnes mineures à la contraception.....117

Avortement des femmes étrangères

- Refonte du code de la santé publique.....120
- Circulaire DHOS/DSS/DGAS n°2005-141 du 16 mars 2005 relative à la prise en charge des soins urgents délivrés à des étrangers résidant en France de manière irrégulière et non bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat (art. L. 254-1 du code de l'action sociale et des familles, issu de l'art. 97 de la loi de finances rectificative pour 2003 du 30 décembre 2003).....121

Avortement des bénéficiaires de l'aide médicale de l'Etat

- Circulaire CNAMTS DGR n°93/97 – ENSM n°53/97 du 20 novembre 1997123
- Circulaire ministérielle DAS/DSS/SDF n°97-319 du 29 Avril 1997 relative à la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse (IVG) dans le cadre de l'aide médicale d'Etat (AME).....125
- Circulaire DAS/RV3/DIRMI/DSS/DH/DPM N°00/14 du 10 jv 00 relative à l'aide médicale de l'Etat.....128

Entrave à l'avortement

- Extraits du code de la santé publique (partie législative)129
- Circulaire n°DH/9C/DGS/2A/91-04 du 11 janvier 1991 relative aux mesures à prendre en cas d'occupation des locaux hospitaliers où se pratiquent les IVG.....130
- Circulaire du 27 février 1992 relative aux manifestations qui visent à paralyser le fonctionnement des centres d'interruption volontaire de grossesse131
- Loi n°93-121 du 27 jv 1993 portant diverses mesures d'ordre social et créant le délit d'entrave à l'IVG (Loi Neiertz).....132

II. CONTRACEPTION.....133

Textes généraux

- Loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 dite loi Neuwirth relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L.648 et L.649 du code de la santé publique.135
- Loi n°74-1026 du 4 décembre 1974 portant diverses dispositions relatives à la régulation des naissances.....137
- Décret n°75-317 du 5 mai 1975 modifiant les articles R.5148 et R.5177 du code de la santé publique, relatif à la prescription et la délivrance de contraceptifs.....138
- Loi n°91-73 du 18 juv 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, portant annulation de l'interdiction de la publicité des produits contraceptifs139
- Loi n°2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception (partie sur la contraception).....140
- Extraits du code de la sécurité sociale (partie réglementaire).....142
- Arrêté du 1^{er} septembre 2009 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux143
- Extraits du code de la santé publique (partie législative), art. L.4151-1, L.4311-1, L.5125-23-11, L.5134-1 à 3, modifiés par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 (« loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires »).....144
- Arrêté du 25 mai 2010 fixant la liste de médicaments contraceptifs oraux visée aux articles L.4311-1 et L.5125-23-1 du code de la santé publique146
- Décret n° 2012-35 du 10 janvier 2012 pris pour l'application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 4311-1 du code de la santé publique150
- Décret n° 2012-883 du 17 juillet 2012 relatif à la dispensation supplémentaire de contraceptifs oraux par le pharmacien151

Contraception d'urgence

- Loi n° 2000-1209 du 13 décembre 2000 relative à la contraception d'urgence - Délivrance de la contraception d'urgence sans prescription obligatoire152
- Arrêté du 20 mars 2001 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics153
- Décret n° 2001-258 du 27 mars 2001 pris en application de la loi n° 2000-1209 du 13 décembre 2000 relative à la contraception d'urgence - Protocole d'accord de la délivrance de la contraception d'urgence en milieu scolaire.....154
- Arrêté du 8 août 2001 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux156
- Décret n° 2002-39 du 9 janvier 2002 relatif à la délivrance aux mineures des médicaments ayant pour but la contraception d'urgence.....157
- Décret n°2012-910 du 24 juillet 2012 relatif à la délivrance de médicaments indiqués dans la contraception d'urgence dans les services universitaires et interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé158

Stérilisation à visée contraceptive

- Loi n°2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception (extrait sur la stérilisation).....159
- Décret n° 2002-779 du 3 mai 2002 pris pour l'application de l'article L. 2123-2 du code de la santé publique, relatif à la stérilisation à visée contraceptive (version consolidée au 27 mai 2003).....159
- Circulaire DGS/DS 6D n°2003-71 du 13 février 2003 relative à la mise en oeuvre de l'article 27 de la loi n°2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. Décret n° 2002-779 du 3 mai 2002 pris pour l'application de l'article L. 2123-2 du code de la santé publique et relatif à l'élargissement du champ des méthodes contraceptives (stérilisation à visée contraceptive des personnes handicapées)161
- Circulaire DGS/MC1 n°2008-13 du 21 janvier 2008 relative à la mise en oeuvre des dispositions des articles L.2123-1 et L.2123-2 du code de la santé publique relatives à la stérilisation à visée contraceptive. Fonctionnement des comités d'experts prévus par l'article L.2123-2 du code de la santé publique.....163
- Arrêté du 31 octobre 2012 relatif aux conditions de prises en charge du dispositif pour stérilisation tubaire par voie hystéroscopique Essure de la société Conceptus SAS inscrit au chapitre 1^{er} du titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale.....164⁴

III. Centres de planification..... 167

- Décret en Conseil d'Etat 72-318 du 24/04/1972 portant application de l'art.4 de la loi 6711 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L.648 et L.649 du code de la santé publique et Arrêté du 2 avril 1972 : conditions techniques pour poser un DIU dans les établissements et les cabinets médicaux agréés (pris en charge par la sécurité sociale) (abrogé).....169
- Arrêté du 27 novembre 1972 relatif à la formation du personnel des centres de planification.....170
- Arrêté du 24 octobre 1980 relatif aux établissements d'information, de consultation ou de conseil familial et aux centres de planification ou d'éducation familiale : agrément des centres, formation du personnel 120h et 400h (abrogé).....171
- Arrêté interministériel du 20 oct. 1986 modifiant l'arrêté du 24 oct. 1980 relatif aux établissements d'information, de consultation ou de conseil familial et aux centres de planification ou d'éducation familiale (abrogé)171
- Loi n°90-86 du 23 janvier 1990 portant diverses dispositions relatives à la sécurité sociale et à la santé171
- Loi n°91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses dispositions d'ordre social171
- Décret no 92-784 du 6 août 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale.....172
- Arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale.....175
- Décret n°93-454 du 23 mars 1993 relatif aux établissements d'information, de consultation ou de conseil familial176
- Arrêté du 23 mars 1993 relatif à la déclaration des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial.....177
- Arrêté du 23 mars 1993 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale et dans les établissements d'information, de consultation ou de conseil familial (abrogé)178
- Décret n°2000-842 du 30 août 2000 modifiant le décret n°92-784 du 6 août 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale et modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).....180
- Arrêté du 3 décembre 2010 relatif à la formation des personnels intervenant dans les centres de planification ou d'éducation familiale et dans les établissements d'information, de consultation ou de conseil familial.....181
- Extraits du code de la santé publique (partie législative)187

IV. Education à la sexualité.....189

- Extraits du code de la santé publique (partie législative) et code de l'éducation191
- Loi ordinaire du 11 juillet 1973 portant création d'un conseil supérieur de l'information sexuelle de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (Texte totalement abrogé).....192
- Circulaire n°73 299 du 23 juillet 1973 (Circulaire Fontanet).....193
- Note de service n°81-502 du 17 décembre 1981 (Note Savary)195
- Décret n°92-1200 du 6 novembre 1992 relatif aux relations du ministère chargé de l'éducation nationale avec les associations qui prolongent l'action de l'enseignement public196
- Circulaire n°98-234 DU 19-11-1998 - Éducation à la sexualité et prévention du sida198
- Circulaire n°98-237 DU 24-11-1998 - Orientations pour l'éducation à la santé à l'école et au collège.....201
- Convention du 25 février 2000 pour la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif205
- Extrait Loi n°2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (Section 9 : l'éducation à la santé et à la sexualité)209
- Circulaire n°2002-098 du 25 avril 2002 relative à la politique de santé en faveur des élèves.....210
- Décret n°2002-776 du 2 mai 2002 relatif au Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale213
- Circulaire n°03-027 du 17 février 2003 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées215
- Circulaire n°03-210 du 1^{er} décembre 03 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées219
- Décret n°2005-1145 du 9 septembre 2005 modifiant le décret n°85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement : Création du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté et ses missions.....236
- Circulaire n°2006-197 du 30 novembre 2006 relative à la protection du milieu scolaire237
- Circulaire n°2006-204 du 11 décembre 2006. Installation de distributeurs automatiques de préservatifs dans les lycées d'enseignement général et technologique et les lycées professionnels.....241
- Circulaire n°2008-153 du 14 novembre 2008. Journée mondiale de lutte contre le sida : 1 décembre 2008.....242
- Circulaire n°2011-216 du 2 décembre 2011 (MEN - DGESCO B3) -BO Education Nationale n°46 du 15 décembre 2011 - Politique éducative de santé dans les territoires académiques. Voir objectifs n°3243
- Convention Cadre. Partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et l'association « Le Planning familial ».....246